le choc et l'effroyable

par Susan Sontag

"Le choc et l'effroi", promettait l'armée US aux Irakiens qui lui résisteraient. Le choc et l'effroyable, voilà ce que montrent les photos de tortures de prisonniers. Et ce choc n'a pas fini de répandre ses ondes.

Depuis longtemps – une soixantaine d'années, au moins –, ce sont les photographies qui fondent les critères de l'importance d'un conflit, dans notre jugement comme dans notre souvenir. De nos jours, le musée de la mémoire est avant tout un musée visuel. Les photographies ont le pouvoir absolu de déterminer ce que nous nous rappelons des événements passés, et il semble bien probable, dorénavant, que, dans le monde entier, à cette guerre pourrie déclenchée l'an dernier en Irak par les Etats-Unis de manière préventive les gens associeront essentiellement les photographies des prisonniers irakiens torturés dans la prison la plus infâme de Saddam Hussein, Abou Ghraïb.

Le gouvernement Bush et ses défenseurs ont surtout cherché à limiter une catastrophe en matière de relations publiques – la dissémination des photographies –, plutôt que s'occuper des exactions complexes de la hiérarchie et de la politique, telles qu'elles sont révélées par les images. Il y a eu, tout d'abord, le déplacement de la réalité sur les photographies elles-mêmes. La toute première réaction du gouvernement fut de dire que le Président était choqué et dégoûté par les photographies – comme si la faute, ou l'horreur, résidait dans les images, et non dans ce qu'elles dépeignent. On évita également d'utiliser le mot "torture". Les prisonniers avaient peut-être été les victimes d'"abus", voire d'"humiliation" – on n'en admettrait pas davantage. *"Mon impression est que, pour l'heure, les accusations ne portent que sur des abus, ce qui, à mon avis, est techniquement différent de la torture*, a déclaré le secrétaire d'Etat à la Défense Donald Rumsfeld lors d'une conférence de presse. *Et donc, je n'utiliserai pas le mot "torture".*"

Refuser d'appeler torture ce qui s'est passé à Abou Ghraïb est aussi scandaleux que de refuser d'appeler génocide ce qui s'est produit au Rwanda.

Les mots altèrent, les mots ajoutent, les mots soustraient. C'est précisément parce que le mot "génocide" a été si soigneusement évité, alors que plus de 800 000 Tutsis étaient massacrés au Rwanda en quelques semaines par leurs voisins hutus il y a dix ans, que l'on a compris que le gouvernement américain n'avait aucune intention de faire quoi que ce fût. Refuser d'appeler torture ce qui s'est passé à Abou Ghraïb – comme dans d'autres prisons d'Irak ou d'Afghanistan, ainsi que dans le "Camp X-Ray" de Guantanamo Bay – est aussi scandaleux que de refuser d'appeler génocide ce qui s'est produit au Rwanda.

Car nous avons bien là une définition standard de la torture, telle qu'elle peut apparaître dans les lois et dans les conventions internationales dont les Etats-Unis sont signataires : *"Tout acte par lequel des douleurs ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont infligées intentionnellement à une personne dans le but d'obtenir de cette personne, ou d'une tierce personne, des informations ou une confession"* (cette définition vient de la Convention de 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et on la retrouve, plus ou moins dans les mêmes termes, dans d'autres lois et traités coutumiers, à commencer par l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949, ainsi que dans de nombreux accords internationaux sur les droits de l'homme, comme l'Accord international sur les droits civiques et politiques, ou les conventions européennes, africaines et inter-américaines sur les droits de l'homme). La Convention de 1984 déclare spécifiquement : *"Aucune circonstance, aussi exceptionnelle soit-elle, qu'il s'agisse d'un état de guerre ou de la menace d'une guerre, d'une instabilité politique intérieure ou de toute autre situation d'urgence générale, ne peut être invoquée pour justifier la torture."* Et tous les accords sur la question indiquent bien que le terme "torture" inclut le traitement visant à humilier la victime, comme le fait de laisser des prisonniers nus dans leurs cellules ou dans les couloirs de la prison.

Quelles que soient les mesures que le gouvernement va prendre pour limiter les dégâts causés par les révélations grandissantes des tortures infligées aux prisonniers, à Abou Ghraïb ou ailleurs – procès, cours martiales, radiations, démissions d'officiers supérieurs ou de responsables ministériels, sans parler de dédommagements substantiels offerts aux victimes –, il est probable que le mot "torture" continuera à être banni. Reconnaître que des Américains torturent leurs prisonniers contredirait tout ce que ce gouvernement a encouragé le public à croire sur la vertu des intentions américaines, comme sur le caractère universel des valeurs américaines, tout ce qui constitue la justification ultime et triomphaliste du droit que s'arroge l'Amérique à agir unilatéralement sur la scène mondiale pour défendre ses intérêts et sa sécurité.

Même lorsque le Président se trouva, au bout du compte, dans l'obligation, alors que les dommages causés à la réputation de l'Amérique devenaient toujours plus importants et plus profonds partout dans le monde, d'utiliser le mot "désolé", ce qu'il sembla regretter le plus fut encore de voir battues en brèche les revendications américaines de supériorité morale, ainsi que les intentions hégémoniques américaines d'apporter *"la liberté et la démocratie"* à un Moyen-Orient plongé dans les ténèbres. Oui, a dit M. Bush à Washington le 6 mai, alors qu'il se tenait aux côtés du roi Abdallah II de Jordanie, il est *"désolé pour l'humiliation subie par les prisonniers irakiens et pour celle de leurs familles"*. Mais, a-t-il poursuivi, il est *"tout aussi désolé de voir que les gens qui ont vu ces photos n'ont pas compris la véritable nature et le véritable cœur de l'Amérique"*.

Aux yeux de ceux qui ont pu trouver une certaine justification à cette guerre qui a renversé un des tyrans les plus monstrueux des temps modernes, voir l'effort américain en Irak résumé par ces images doit paraître pour le moins "injuste". Une guerre, une occupation, est nécessairement une gigantesque tapisserie d'actions. Qu'est-ce qui fait que certaines actions sont représentatives et d'autres pas ? La question n'est pas de savoir si les actes de torture furent commis par quelques individus (plutôt que par "tous") – toute action est le fait d'un ou de plusieurs individus – mais de savoir s'ils furent systématiques. Autorisés. Tolérés. Et ce fut... tout cela à la fois. Ce qui compte n'est pas de savoir si une majorité ou une minorité d'Américains peut vraiment se livrer à de tels actes, mais si la nature de la politique instaurée par ce gouvernement et par les hiérarchies déployées pour la mettre en œuvre rend de tels actes plus que possibles.

Considérées à cette lumière-là, ces photographies, c'est bien nous. Dans le sens où elles sont représentatives des politiques spécifiques de ce gouvernement et des corruptions inhérentes à la règle coloniale. Les Belges au Congo ou les Français en Algérie ont commis des atrocités identiques, ils ont pratiqué la torture et l'humiliation sexuelle sur des autochtones récalcitrants et méprisés. Ajoutons à cela la corruption générique, et le manque total de préparation, qui ne laisse pas d'étonner, des dirigeants américains en Irak pour affronter les réalités complexes du pays après sa "libération" – c'est-à-dire après sa conquête. Et ajoutons enfin les doctrines posées comme universelles par le gouvernement Bush, à savoir que les Etats-Unis se sont lancés dans une guerre sans fin (contre un ennemi protéiforme, appelé "terrorisme"), et que les détenus, dans cette guerre, deviennent, si le Président en décide ainsi, *"des combattants illégitimes"* – une façon de voir les choses énoncée dès janvier 2002 par Donald Rumsfeld – et donc, comme l'a dit ce dernier, *"techniquement"*, ils n'ont *"aucun droit"* d'après la Convention de Genève ; et nous tenons là tous les ingrédients permettant les cruautés et les crimes commis contre les milliers de personnes incarcérées sans chef d'accusation ni accès à un avocat, dans les prisons mises en place et gérées par l'Amérique depuis l'attaque du 11 septembre 2001.

Et donc, est-ce que le vrai problème serait non pas les photographies en elles-mêmes, mais plutôt ce que ces photographies montrent de ce qui est arrivé à des "suspects" placés sous bonne garde américaine ? Non, l'horreur de ce qui est montré sur les photographies ne peut être séparée de l'horreur née du fait que ces photographies ont pu être prises – avec les coupables qui posent, ravis, dominant leurs captifs totalement démunis. Les soldats allemands, durant la Seconde Guerre mondiale, ont certes pris des photographies des atrocités qu'ils commettaient en Pologne et en Russie, mais les clichés sur lesquels les bourreaux se placent parmi leurs victimes sont excessivement rares, comme on peut le constater dans un livre tout récemment paru, *Photographing the Holocaust*, de Janina Struk. S'il existe quelque chose de comparable à ce que montrent ces photos, ce serait alors certaines photographies de victimes noires de lynchages, prises entre 1880 et 1930, où l'on voit des Américains provinciaux sourire sous le corps mutilé et nu d'un homme ou d'une femme pendus à un arbre. Les photographies de lynchages étaient des souvenirs d'une action collective que les participants trouvaient parfaitement justifiée. Il en va de même pour les photos d'Abou Ghraïb.

Les Belges au Congo, ou les Français en Algérie, ont aussi pratiqué la torture et l'humiliation sexuelle sur des autochtones récalcitrants et méprisés.

S'il y a une différence, c'est alors une différence créée par l'omniprésence grandissante de ces actes photographiques. Les images de lynchage étaient de l'ordre de la photographie comme trophée – prises par un photographe, pour être gardées, rangées dans des albums, transformées en cartes postales, distribuées. Les photos prises par les soldats américains d'Abou Ghraïb reflètent un changement dans l'usage qui est fait des photos – moins >>>



Œuvre de Wang Du. **Bush à son entraînement quotidien, inspiré d'un reportage de CNN. Sept versions différentes de 2 mètres de hauteur à 12 cm : *"Version extralarge, c'est comme un tigre, un tigre en papier. Tout petit, on doit faire attention à ne pas l'écraser."***



Performance de Gianni Motti à Roland-Garros. Installé dans les gradins, les mains dans le dos et un sac jaune sur la tête, comme les prisonniers irakiens.

››› comme des objets à conserver que comme des messages à faire circuler, à disséminer. La majeure partie des soldats possèdent un appareil photo numérique. Alors qu'il fut un temps où la photographie de guerre relevait uniquement du domaine des reporters-photographes, de nos jours les soldats eux-mêmes sont tous des photographes – et ils prennent en photo leur guerre, leurs plaisirs, leurs observations sur ce qu'ils ont trouvé pittoresque, leurs atrocités – et ils s'échangent leurs images et les envoient par courrier électronique à travers le monde.

Il fut un temps où la photographie de guerre relevait uniquement du domaine des reporters-photographes. De nos jours, les soldats sont tous des photographes.

Les gens, eux-mêmes, gardent de plus en plus souvent trace de ce qu'ils font. En Amérique, tout du moins, l'idéal d'Andy Warhol, qui voulait filmer les événements réels en temps réel – on ne peut monter la vie comme un film, alors pourquoi monter l'enregistrement de cette vie ? – est devenu la norme pour des millions de webcasts, sur lesquels les gens gravent leurs journées, chacun vivant alors dans sa propre émission de télé-réalité. Me voici – je me réveille, je bâille et je m'étire, je me brosse les dents, je prépare mon petit déjeuner, j'accompagne les enfants à l'école. Les gens gardent ainsi des traces de tous les aspects de leur vie, ils les stockent dans des dossiers informatiques et ils envoient ces dossiers à la ronde. La vie de famille va de pair avec l'enregistrement de cette même vie de famille – même quand, et surtout quand, la famille est en proie à la crise ou à la disgrâce. Il est certain que le fait de se filmer en vidéo constamment, délibérément, les uns les autres, qu'il s'agisse de conversations ou de monologues, et cela pendant de nombreuses années, a constitué le matériau le plus extraordinaire de *Capturing the Friedmans* (2003), le documentaire d'Andrew Jarecki sur une famille de Long Island prise dans des accusations de pédophilie.

La vie érotique devient, pour de plus en plus de personnes, tout ce qui peut être capturé par les appareils photo numériques ou par les caméras vidéo. Et peut-être que la torture apparaît plus séduisante, plus digne d'être enregistrée, quand elle prend une dimension sexuelle. Il est indéniablement révélateur, alors que d'autres photos d'Abou Ghraib apparaissent, que ces photographies de torture soient tissées d'images pornographiques : des soldats américains ayant des relations sexuelles entre eux, tout comme avec des prisonniers irakiens, ou bien le fait de forcer des prisonniers à avoir, ou à simuler, des relations sexuelles entre eux. En fait, presque toutes les photographies de torture ont une thématique sexuelle (avec une exception, déjà canonique, celle de la photographie de l'homme que l'on oblige à se tenir debout sur une boîte, encapuchonné, avec des fils électriques qui jaillissent de partout, et auquel on a sans doute affirmé qu'il s'électrocuterait s'il tombait).

Cela dit, les photos de prisonniers attachés pendant de longues heures dans des positions douloureuses, ou forcés de rester debout pendant des heures, sont relativement peu fréquentes. Qu'il s'agisse de torture, nul ne peut en douter : il suffit de regarder l'expression de terreur sur le visage des victimes. Mais la plupart des photos semblent appartenir à une confluence plus large de la torture et de la pornographie ; cette jeune femme qui tient un homme nu par une laisse, elle appartient à l'imagerie classique de la dominatrice. Et on peut se demander quelle est la part d'influence, dans le cas de ces tortures sexuelles infligées aux prisonniers d'Abou Ghraib, jouée par le vaste répertoire d'images pornographiques disponibles sur Internet, et avec lesquelles tentent de rivaliser les gens ordinaires qui, de nos jours, ne cessent de se filmer.

Vivre, c'est être photographié, c'est avoir une trace de sa vie, et, donc, continuer à vivre sa vie, oublieux, ou se prétendant oublieux, des attentions incessantes de l'objectif – ou bien, au contraire, c'est s'arrêter et poser. Agir, c'est prendre sa place dans la communauté d'actions enregistrées sous forme d'images. L'expression de satisfaction, devant ces actes de torture infligés à des victimes sans défense, devant des victimes entravées et nues, n'est qu'un aspect de l'histoire. Il y a d'abord la satisfaction primaire de se faire photographier, à laquelle on a aujourd'hui moins tendance à réagir par un regard figé et direct (comme jadis), mais plutôt avec jubilation. Les événements sont en partie conçus pour être photographiés. Le sourire est un sourire pour la caméra. Quelque chose manquerait si, après avoir entassé ces hommes nus, on ne pouvait pas les prendre en photo.

A regarder ces images, on se demande comment quelqu'un peut sourire devant les souffrances et l'humiliation d'un autre être humain... comment on peut placer des chiens de garde face aux organes génitaux et aux jambes de prisonniers nus et tremblants... ou violer et sodomiser des prisonniers... ou forcer des prisonniers enchaînés et encapuchonnés à se masturber ou à avoir des relations sexuelles les uns avec les autres... Et on se sent naïf à poser ces questions, qui contiennent en elles-mêmes leur réponse : les gens font effectivement des choses pareilles à d'autres personnes. Le viol et la douleur infligée aux organes génitaux figurent parmi les formes de torture les plus communes. Pas seulement dans les camps de concentration nazis et à Abou Ghraïb, du temps de Saddam Hussein. Les Américains, aussi, ont fait ces choses-là et ils les font encore, quand on leur dit ou qu'on leur fait sentir que ceux sur lesquels ils ont un pouvoir absolu méritent d'être maltraités, humiliés, ou torturés. Ils font cela quand on les amène à croire que ceux qu'ils torturent appartiennent à une race ou à une religion inférieure et méprisable.

Car la signification de ces images ne réside pas simplement dans le fait que ces actes aient pu être perpétrés, mais aussi dans celui que leurs auteurs n'avaient aucune idée qu'il pouvait y avoir quelque chose de mal dans ce que montrent ces images. Plus horrible encore, puisque ces images ont été prises pour circuler et pour être vues par de nombreuses personnes, tout ça, c'était pour s'amuser. Et cette conception de l'amusement est, hélas, de plus en plus – contrairement à ce que M. Bush veut dire au monde – dans *"la véritable nature et le véritable cœur de l'Amérique"*.

S'il existe quelque chose de comparable à ce que montrent ces photos, ce serait certaines photographies de victimes noires de lynchages, prises entre 1880 et 1930.

Il est difficile de prendre vraiment la mesure de l'acceptation grandissante de la brutalité dans la vie américaine, mais les preuves se trouvent partout, à commencer dans les jeux vidéo de tueries qui constituent le divertissement principal de nombreux garçons – est-il si loin de nous que cela, le jeu vidéo "Interrogatoires de terroristes" ? –, jusqu'à la violence devenue endémique dans les débordements exubérants de certains groupes de jeunes. La violence criminelle décroît, mais le plaisir facile pris à la violence augmente. Des pénibles tourments infligés aux nouveaux élèves dans de nombreux lycées des banlieues américaines – dépeints dans le film de Richard Linklater, *Dazed and Confused* (1993) – jusqu'aux rituels de bizutage, avec leurs brutalités physiques et leurs humiliations sexuelles, institutionnalisés dans les universités ou dans les équipes sportives –, l'Amérique est devenu un pays dans lequel les pratiques et les fantasmes violents sont vus comme un bon divertissement, comme un amusement.

La guerre sans limites justifie des incarcérations sans limites – sans accusations, sans information sur le nom des prisonniers, sans accès des familles ou des avocats, sans jugements, sans condamnations.

Ce qui auparavant était écarté comme de la pornographie, ou comme l'exercice de désirs sadomasochistes extrêmes – on pense au dernier film de Pasolini, *Salò* (1975), un film presque impossible à regarder, qui montre des orgies de torture, dans la réduit fasciste du nord de l'Italie à la fin de l'ère mussolinienne –, est en train d'être normalisé, par les apôtres de la nouvelle Amérique, impériale et belliqueuse, comme une simple manifestation amusante de rigolade ou de défoulement. *"Entasser des hommes nus, ça ressemble à une gaminerie de fraternités étudiantes"*, a déclaré un auditeur à Rush Limbaugh et aux vingt millions d'Américains qui écoutent son émission de radio. L'auditeur avait-il, se demande-t-on, bien vu les photos ? Aucune importance. L'observation – ou s'agit-il du fantasme ? – était plutôt pertinente. Ce qui pourrait encore choquer certains Américains fut la réponse de Limbaugh : *"Exactement !* s'exclama-t-il. *C'est exactement ce que je veux dire. Il n'y a aucune différence avec ce qui peut se passer lors d'un rituel d'initiation, et on va briser la vie de ces gens à cause de cela et on va gêner notre effort militaire, et on va vraiment s'acharner contre eux, tout ça parce qu'ils ont pris du bon temps"*. "Eux", ce sont les soldats américains, les bourreaux. Et Limbaugh de continuer : *"Vous savez, ces gens se font tirer dessus tous les jours. Je vous parle de ces gens qui ont pris du bon temps, de ces gens-là. Vous n'avez jamais entendu parler de défoulement émotionnel ?"*

Il est probable qu'un grand nombre d'Américains préféreraient penser qu'il n'y a pas de mal à torturer et à humilier d'autres êtres humains – qui, en tant que nos ennemis putatifs ou présumés, ont perdu tous leurs droits – plutôt que de reconnaître la folie, le caractère inepte et la malhonnêteté de l'entreprise américaine en Irak. Quant à la torture et à l'humiliation sexuelle vues comme amusement, il semble qu'il y ait bien peu de chose que l'on puisse opposer à cette tendance, alors que l'Amérique continue à se transformer en un véritable Etat de garnison, dans lequel les patriotes sont définis comme étant ceux qui professent un respect inconditionnel pour la puissance armée et pour la nécessité d'une surveillance intérieure maximale.

"Le choc et l'effroi", voilà ce que nos militaires promettaient aux Irakiens qui résisteraient à leurs libérateurs américains. Et le choc et l'effroyable, voilà ce que ces photographies annoncent au monde comme étant ce que les Américains ont en fait apporté : un modèle de comportement criminel, provoquant et méprisant ouvertement les conventions humanitaires internationales. Les soldats posent, aujourd'hui, le pouce en l'air, devant les atrocités qu'ils viennent de commettre, et ils envoient les photos à leurs copains et à leur famille. Devrions-nous en être totalement surpris ? Notre société est une société dans laquelle vous vous battez pour être invité sur un plateau de télévision et révéler des secrets de votre vie privée que vous auriez jadis presque tout donné pour protéger. Ce que ces photographies illustrent est tout autant une culture de l'absence totale de honte que l'admiration régnante pour une brutalité sans vergogne. »»»

»» Cette idée selon laquelle des "excuses" ou des aveux de "dégoût" et de "répulsion", de la part du Président et du secrétaire d'Etat à la Défense, sont une réponse suffisante aux tortures systématiques des prisonniers d'Abou Ghraib est une insulte au sens moral et historique de tout un chacun. La torture de prisonniers n'est pas une aberration. C'est une conséquence directe de l'idéologie du combat universel, du "pour nous ou contre nous", par lequel le gouvernement Bush a tenté de changer, de changer radicalement, la place internationale des Etats-Unis et de remanier de nombreuses institutions et prérogatives américaines. Le gouvernement Bush a lancé le pays dans une doctrine pseudo-religieuse de guerre, de guerre "sans fin" – car la "guerre à la terreur" n'est pas autre chose que cela.

La torture de prisonniers n'est pas une aberration. C'est une conséquence directe de l'idéologie du combat universel de George W. Bush, du "pour nous ou contre nous".

Ce qui s'est produit dans ce nouvel empire carcéral international dirigé par les Etats-Unis dépasse même les célèbres exactions de la France à l'île du Diable et celles du système du goulag soviétique qui, dans le cas de l'île pénitentiaire française, étaient précédées de jugements et de condamnations et, dans celui de l'empire carcéral russe, d'une accusation d'un ordre quelconque et d'une condamnation à un nombre défini d'années. La guerre sans limites est utilisée pour justifier des incarcérations sans limites – sans accusations, sans information sur le nom des prisonniers, sans accès possible des familles ou des avocats, sans jugements, sans condamnations. Ceux qui sont ainsi gardés dans l'empire pénal extra-légal américain sont des "détenus". Le mot "prisonnier", un mot devenu obsolète depuis peu, pourrait suggérer que ces gens ont les droits que leur garantissent les lois internationales, et les lois de tous les pays civilisés. Cette "guerre globale à la terreur" – dans laquelle ont été incluses par décret du Pentagone l'invasion justifiable de l'Afghanistan tout comme cette folie impossible à gagner entreprise en Irak – conduit inévitablement à la déshumanisation de quiconque est déclaré être un terroriste potentiel par le gouvernement Bush : une définition qui n'est pas ouverte au débat et qui est généralement élaborée en secret.

Les accusations pesant contre la majorité des personnes détenues dans les prisons d'Irak et d'Afghanistan étant inexistantes – le Comité international de la Croix-Rouge rapporte que 70 à 90 % de ces gens ne semblent pas avoir commis d'autre crime que de se trouver simplement au mauvais endroit au mauvais moment, d'être pris dans une rafle de "suspects" –, la principale raison invoquée pour les garder est qu'il faut les "interroger". Les interroger sur quoi ? Sur n'importe quoi. Sur tout ce que le détenu pourrait savoir. Et si l'interrogatoire est la raison pour laquelle on garde indéfiniment les prisonniers, alors la coercition physique, l'humiliation et la torture deviennent inévitables.

Et souvenons-nous bien : nous ne parlons pas là de cette situation très rare, du scénario "de la bombe à retardement qui fait déjà tic-tac", parfois utilisé comme cas limite justifiant la torture de prisonniers qui ont connaissance d'une attaque imminente. Ce que nous avons là est de la recherche d'information générale, non spécifique, autorisée par l'armée américaine et par les administrateurs civils, dans le but d'en apprendre davantage sur un sombre empire maléfique, sur lequel les Américains ne savent virtuellement rien, et dans des pays dont ils sont singulièrement ignorants : en principe, donc, toute "information" pourrait se révéler utile. Un interrogatoire qui ne produirait aucune information (de quelque nature que ce soit) serait comptabilisé comme un échec. Ce qui justifie d'autant plus le fait de préparer les prisonniers pour qu'ils parlent. Les affaiblir, les placer sous une tension maximale – voilà les habituels euphémismes qui recouvrent les pratiques bestiales devenues monnaie courante dans les prisons américaines où des "terroristes suspects" sont détenus. Malheureusement, semble-t-il, un certain nombre d'entre eux ont été placés sous une tension un peu trop maximale et ils en sont morts.

Les images ne disparaîtront pas. C'est dans la nature du monde numérique dans lequel nous vivons. De fait, il semble qu'elles aient été nécessaires pour forcer les dirigeants américains à reconnaître qu'ils avaient un problème. Après tout, le rapport soumis par le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que d'autres récits faits par des journalistes et des protestations émanant d'organisations humanitaires, sur les châtiments atroces infligés aux "détenus" et aux "terroristes suspects" dans les prisons placées sous le commandement de l'armée américaine, circulent depuis plus d'un an. Il semble douteux que l'un ou l'autre de ces rapports ait été lu par M. Bush, ou par M. Cheney, Mme Rice ou M. Rumsfeld. Il a apparemment fallu les photographies pour attirer leur attention, lorsqu'il est devenu clair qu'elles ne pourraient pas être supprimées ; ce sont les photographies qui ont rendu tout cela bien "réel" aux yeux du Président et de ses associés. Jusque-là, il n'y avait eu que des mots, qui sont plus faciles à camoufler, à notre époque d'autoreproduction et d'autodissémination numériques infinies, plus faciles à oublier, aussi.

Ainsi donc, ces photos vont-elles continuer à nous "assaillir" – comme de nombreux Américains ne peuvent que le penser. Les gens vont-ils s'y habituer ? Certains Américains disent déjà qu'ils en ont "assez" vu. Mais pas, cependant, le reste du monde. Une guerre sans fin : un flot sans fin de photographies. Est-ce que les rédacteurs de journaux, de magazines et les télévisions américains vont dorénavant débattre pour savoir si montrer d'autres photos, ou bien les montrer non recadrées (ce qui, pour certaines des images les plus connues, donne une vue différente et dans certains cas bien plus horrible des atrocités commises à Abou Ghraib) serait de "mauvais goût", ou trop implicitement politique ? Par "politique", il faut entendre critique de la guerre sans fin du gouvernement Bush. Car il n'y a aucun doute que ces photographies nuisent, comme l'a déclaré M. Rumsfeld, à la réputation *"de ces hommes et femmes honorables des forces armées qui, avec courage, responsabilité et professionnalisme, protègent nos libertés à travers le monde"*.

Ce dommage – porté à notre réputation, à notre image, à notre succès comme puissance impériale –, c'est ce que le gouvernement Bush déplore avant tout. Comment la protection de *"nos libertés"* – et il parle là de la liberté des seuls Américains, 6 % de la population de la planète – en est venue à nécessiter la présence de soldats américains dans n'importe quel pays étranger *("à travers le monde")*, cela n'est jamais vraiment discuté par nos élus. L'Amérique se voit comme la victime d'une terreur potentielle ou future. L'Amérique ne fait que se défendre, contre des ennemis aussi implacables que furtifs.

Le contrecoup a déjà commencé à se faire sentir. On met en garde les Américains contre la tentation de toute débauche d'autocondamnation. La publication continue des photos est prise par de nombreux Américains comme une suggestion du





fait que nous n'avons pas le droit de nous défendre. Après tout, ils (les terroristes, les fanatiques) ont commencé. Ils – Oussama Ben Laden ? Saddam Hussein ? Où est la différence ? – nous ont attaqués en premier. James Inhofe, un sénateur républicain, de l'Oklahoma, membre de la Commission sénatoriale sur les forces armées, devant laquelle Donald Rumsfeld a comparu, a avoué être sûr de ne pas être le seul membre de la commission à avoir été surtout *"scandalisé par le scandale"* causé par ce que montrent les photographies. *"Ces prisonniers*, a expliqué le sénateur Inhofe, *vous savez bien qu'ils ne sont pas là pour des infractions au code de la route. S'ils se trouvent dans le bloc 1-A ou le 1-B, ces prisonniers, ce sont des meurtriers, des terroristes, des insurgés. Bon nombre d'entre eux ont probablement du sang américain sur les mains et nous, on se fait du souci pour la façon dont ces individus sont traités."* C'est la faute des "médias" – dans ce cas souvent appelés "médias progressistes" – qui provoquent, et qui vont continuer à provoquer, des violences supplémentaires contre des Américains de par le monde. "Ils" vont vouloir se venger de "nous". D'autres Américains vont mourir. A cause de ces photos. Et ces photos vont engendrer d'autres photos, "leur" réaction à "notre" réaction.

Ce serait une grande erreur de laisser ces révélations sur l'autorisation de torture donnée par l'armée et par l'administration américaines, dans le cadre de la "guerre globale contre le terrorisme", devenir une histoire de la guerre des – et contre les – images. Ce n'est pas à cause du contenu des photographies, mais à cause de ce que les photographies révèlent sur ce qui est en train de se passer – sur ordre et avec la complicité de la chaîne de commandement, jusqu'au plus haut niveau du gouvernement Bush. Mais la distinction – entre photographie et réalité, entre la politique et la communication – peut aisément s'abolir. Et c'est précisément ce que le gouvernement espère.

"Il y a beaucoup d'autres photographies et vidéos, a reconnu M. Rumsfeld lors de son audition. *Si elles sont révélées au public, de toute évidence, cela va aggraver les choses."* Les aggraver pour le gouvernement et ses programmes, sûrement, pas pour ceux qui sont les victimes réelles ou potentielles de la torture. Les médias peuvent s'autocensurer, c'est courant. Mais, comme M. Rumsfeld l'a reconnu, il est difficile de censurer des soldats, à l'autre bout du monde, qui n'écrivent plus des lettres au pays, comme autrefois, des lettres qui peuvent être ouvertes par les censeurs militaires qui n'ont alors plus qu'à noircir les lignes inacceptables ; car ces soldats, au lieu de cela, se comportent comme des touristes – selon les termes de M. Rumsfeld, et ils *"circulent avec des appareils photo numériques pour prendre ces incroyables photos avant de les faire passer, illégalement, aux médias, à notre plus grande surprise"*.

Les efforts du gouvernement pour endiguer le flot de photographies sont déployés sur plusieurs fronts. Pour l'heure, l'argumentation est en train de prendre un tour légaliste : les photographies sont maintenant classées comme "preuves" dans des affaires criminelles à venir, dont le traitement pourrait être plus partial si les images étaient rendues publiques. On dira toujours, aussi, que les nouvelles images, qui sont apparemment des images horribles de violence et d'humiliations sexuelles infligées aux prisonniers, ne doivent pas être montrées. Le président républicain de la Commission sénatoriale sur les forces armées, John Warner, de Virginie, après avoir assisté le 12 mai avec d'autres législateurs à une "séance de diapositives" montrant des images encore plus horribles d'humiliations sexuelles et de violence perpétrées contre des prisonniers irakiens, a dit qu'il pensait *"très fort"* que d'autres photographies *"ne devraient plus être rendues publiques"*. Car il *"pense que cela pourrait mettre en danger les hommes et les femmes des forces armées qui servent dans des conditions très risquées"*.

Mais la véritable force visant à limiter l'accès aux photographies viendra de l'effort actuel déployé pour protéger le gouvernement Bush et pour couvrir le désordre américain en Irak – il s'agira alors d'assimiler le "scandale" causé par ces photographies à une campagne visant à miner la puissance militaire américaine et les buts qu'elle sert actuellement. Tout comme le fait de montrer à la télévision des photographies de soldats américains tués au cours de l'invasion et de l'occupation de l'Irak fut considéré comme une critique implicite de la guerre, on va de plus en plus penser qu'il est antipatriotique de disséminer d'autres photographies et de ternir davantage la réputation – c'est-à-dire l'image – de l'Amérique.

De plus en plus, on va penser qu'il est antipatriotique de disséminer d'autres photographies et de ternir davantage la réputation de l'Amérique.

Après tout, nous sommes en guerre. Une guerre sans fin. Et la guerre, c'est l'enfer. *"Je me fiche de ce que les avocats de droit international peuvent penser, nous, on va leur botter le cul"* (George W. Bush, le 11 septembre 2001). Hé quoi, on s'amuse, c'est tout... Dans notre galerie des glaces numérique, les images ne vont pas disparaître comme ça. Oui, il semble qu'une image vaut bien mille mots. Et même si nos dirigeants choisissent de ne pas les regarder, il y aura bien des milliers d'autres clichés et vidéos. Le flot est impossible à arrêter. ||

Traduction de l'américain par Anne Wicke.

>>